Document generated on 04/28/2024 4:47 p.m.

Relations

Entre l'identité et les affaires : la politique

Jean-Claude Ravet

Number 772, May–June 2014

URI: https://id.erudit.org/iderudit/71669ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Ravet, J.-C. (2014). Entre l'identité et les affaires : la politique. *Relations*, (772), 3–3.

Tous droits réservés © Relations,

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Entre l'identité et les affaires : la politique

La déconfiture du Parti québécois (PQ) aux dernières élections fait la joie des faiseurs de leçons de l'élite affairiste et fédéraliste. Il serait temps, selon eux, de jeter aux orties les velléités indépendantistes, reliquats d'un autre âge, et de se lancer enfin, le cœur léger, dans les « vraies affaires ».

Que le temps soit aux bilans du côté du PQ, cela ne fait aucun doute. La question est de savoir s'il saura le faire à la hauteur du courage demandé. Il faudrait pour cela qu'il ait l'audace de se distancier de l'intelligentsia conservatrice de droite qui a pavé la voie au virage identitaire, au nom d'une vision autoritaire et élitiste de l'action politique empreinte d'une peur maladive de la démocratie participative. Comme s'il avait fallu, au lendemain du « printemps érable », étouffer coûte que coûte les germes démocratiques de souveraineté populaire qu'il avait fait naître. La « Charte des valeurs » était le canal tout désigné pour ce faire, en prônant une religion laïque en lieu et place de la laïcité, et en instituant une identité figée et un contrôle accru des citoyens par l'État. Le risque de pousser ainsi les communautés culturelles en bloc dans les bras de leurs « défenseurs » fédéralistes et d'aliéner une partie des souverainistes n'inquiétait pas outre mesure les stratèges conservateurs péquistes tant que cela pouvait permettre au parti de gagner le pouvoir : l'indépendance n'était en effet qu'une note en bas de page dans leur programme centré sur la gouvernance.

Lino, *Derrière le silence*, 2009, acrylique et collage sur papier

Ce dont cette élection témoigne avec force, ce n'est pas que le projet d'indépendance est dépassé, mais que le chant de sirènes identitaires pour y arriver l'est. Cela ne signifie pas qu'il faille pour autant choisir un nationalisme civique désincarné, aseptisé, purement formel, propre à une société postmoderne surfant sur le « progrès » économique et technique. Il pourrait s'agir de prendre plutôt la voie exigeante mais combien plus fructifère qui passe sur la crête de ces deux versants stériles : un nationalisme à la fois soucieux de son enracinement symbolique dans une culture, une langue, un territoire communs et engagé pleinement dans un projet civique et politique pluriel. Ce qui compterait alors n'est pas l'identité, toujours dispose à être fichée et policée, mais la citoyenneté démocratique, rébarbative à toute uniformisation et conformisme, innervée par les conflits, les débats publics et la visée du bien commun. Tous les partis souverainistes et indépendantistes pourraient se retrouver dans un tel projet indépendantiste ancré dans le cosmopolitisme et les enjeux écologiques mondiaux, et y œuvrer ensemble. Plutôt que de se marcher sur les pieds quand vient le temps des élections, ils pourraient se coordonner pour que le plus de candidats dans leurs rangs soient élus. La réforme du mode de scrutin en vue d'un système proportionnel beaucoup plus représentatif de la volonté populaire devrait donc être aussi un objectif commun.

L'indépendance pourrait devenir dès lors un projet politique aux antipodes de l'affairisme de bon aloi, baignant dans l'insignifiance, auquel nous assistons actuellement. Il nous mène tout droit vers une autre impasse, beaucoup plus catastrophique : celle d'une humanité mutilée et d'une Terre saccagée, devant laquelle les entrepreneurs de la pensée unique et managériale, les besogneux du profit et du divertissement se ferment les yeux.

Devant ces gestionnaires du réalisme capitaliste qui banalisent les profits éhontés, les paradis fiscaux, les inégalités sociales et la dilapidation des ressources naturelles, ne faudrait-il pas redonner ses droits à l'utopie dans sa fonction de subversion de l'état des choses existant afin de contrer la vaste entreprise d'imposition du sens et la servitude volontaire? Affirmer que l'économie est au service de la société et non le contraire, que le bien commun prime sur l'intérêt privé et la solidarité sur le rendement, c'est vouloir rompre avec la fatalité entretenue médiatiquement à coup de millions. La valeur marchande n'est pas la mesure de toute chose, tout comme la politique n'est pas la pure gestion des intérêts d'une élite.

On ne peut céder à la dépolitisation rampante de la société par dépit. La politique doit devenir une tâche collective pour aménager une manière de vivre attentive à la vie, à la dignité humaine et à la suite du monde. L'indépendance du Québec pourrait très bien être un pas dans cette direction.

JEAN-CLAUDE RAVET